

## AKTUELL

FICHER CENTRAL

# Saucissonnages dans la brume

Luc Caregari

**Entre deux commissions parlementaires et la publication du rapport de la Commission nationale pour la protection des données (CNPd), il apparaît encore une fois que rien n'est clair dans le dossier « fichier central ».**

Le feuilleton commencé avant la pause estivale continue et ce sont toujours les mêmes mouvements qui prévalent : l'opposition pousse et le gouvernement crache des miettes, et puis s'étonne que personne n'est satisfait. Alors que le ministre de la Sécurité intérieure n'a toujours pas répondu à la question du député Marc Baum sur les administrations qui peuvent demander des informations du fichier central de la police, il s'est tout de même prêté au jeu de la transparence devant les député-e-s à deux reprises cette semaine.



Au menu, les fameux screenings effectués par la police, par exemple pour déterminer qui peut participer à des cérémonies nationales et qui est considéré comme un danger public. Une question qui avait suscité beaucoup d'émoi lorsque RTL a publié le témoignage d'un homme - ancien candidat CSV - interdit de cérémonie de fête nationale sur base d'un tel screening. Eh bien, il est apparu cette semaine que sur cet aspect du dossier, c'est un joyeux foutoir. Par exemple : à chaque recrutement dans l'armée, celle-ci demande une consultation du fichier à la police. Pourtant, cette dernière ne dispose pas de critères clairs et distincts qui définissent quelles informations communiquer ou non - tous les procès-verbaux pour parking gênant ou seulement des infractions plus lourdes ? Plus grave encore, il est apparu devant la commission parlementaire que les visiteurs-euses du centre de rétention ont droit à un screening - apparemment sans qu'on leur demande leur avis ou

qu'on les en informe -, alors que pour visiter la prison de Schrassig aucun n'est nécessaire. Selon la police, ces demandes dépendraient des directions respectives de ces institutions.

## Screening pour le centre de rétention, pas pour Schrassig

Ce qui fait dire au député Baum que l'impression de « devoir arracher les vers du nez à M. Bausch » ne s'est pas dissipée. Au contraire, le parlementaire de la gauche radicale estime que « vraisemblablement l'opposition va revendiquer une commission spéciale. Ce qui est beaucoup mieux qu'une commission d'enquête, car le gouvernement ne pourra pas nous échapper et sera toujours dans la responsabilité ».

Il faut garder en tête que les commissions parlementaires de cette semaine ne s'occupaient que du problème de la communication d'informations entre la police et d'autres administrations. Pour ce qui est de l'usage interne dans la police de son propre fichier central, le rapport demandé par Bausch à la CNPD vient d'être publié, et il est formel : « Il est incontestable que la Police grand-ducale en tant que responsable du traitement n'est actuellement pas en mesure de démontrer pleinement [la] conformité [avec la loi qui régit le fichier central], ce qui met en péril la garantie des droits et des libertés des personnes concernées, ainsi que la confiance que portent les citoyens en cette institution importante. (...) La situation actuelle nécessite une intervention qui va au-delà du périmètre strict de la Police grand-ducale », conclut le rapport. Qui conseille en outre de réagir promptement et met en garde la police sur le fait qu'elle « ne pourra pas se réfuter derrière des contraintes techniques pour justifier une non-conformité ».

Bref, la mise en œuvre d'une culture de la transparence se révèle très difficile au grand-duché, et le gouvernement en saucissonnant n'aide guère à avancer. Et puis n'oublions pas qu'ici, on n'a parlé que du fichier central, pas des autres fichiers utilisés par la police dénichés par les députés CSV, ni du fichier « Ju-cha » utilisé par la justice et par lequel toute cette histoire a commencé.

## SHORT NEWS

## Computerspielsucht: Alles im Griff?

(tj) - Die Regierung plant bei der Förderung von E-Sport, die Notwendigkeit von Suchtprävention mitzudenken. Das geht aus einer Antwort auf eine parlamentarische Anfrage hervor. Darin hatte Marc Georgen von den Piraten von Gesundheitsminister Etienne Schneider unter anderem wissen wollen, weshalb Computerspielsucht hierzulande noch nicht offiziell anerkannt sei und wie die Regierung entsprechende Risiken zu reduzieren gedenke. Die Fragen wurden im Kontext einer laut Koalitionsprogramm anvisierten Förderung des E-Sports gestellt. Dabei handelt es sich um Wettkämpfe, die mithilfe von Computerspielen ausgetragen werden. 2018 wurden „Gaming Disorders“ von der Weltgesundheitsorganisation ins Krankheitsregister ICD-11 aufgenommen. In den Mitgliedstaaten soll diese neue Klassifikation ab 2022 implementiert werden, wie Etienne Schneider in seiner Antwort erklärt. Es gelte aber zu bedenken, dass nicht jede Person, die intensiv Videospiele spiele, auch süchtig danach sei. Wie viele Fälle von Spielsucht vorlägen, sei momentan noch schwierig zu erfassen. Dazu müsste nicht nur die Klassifikation auf den neusten Stand gebracht werden, entsprechende Fälle müssten konsequenter dokumentiert werden, auch bei ambulanter Behandlung. Mit Hinweis darauf, dass das Angebot bezüglich Behandlung und Prävention durchaus ausbaufähig sei, wies der Minister auf bereits existierende Maßnahmen wie etwa die Kampagne „Apprivoiser les écrans et grandir“ oder die Sensibilisierungsarbeit von Bee Secure hin.

## Pédopornographie : le Luxembourg pressé

(lc) - Qu'en est-il de la lutte contre la pédopornographie au Luxembourg ? C'est une question qu'a posée la députée CSV Nancy Arendt à la ministre de la Justice Sam Tanson et au ministre de la Sécurité intérieure François Bausch. Elle a en outre voulu connaître les moyens que le pays alloue au combat contre ce fléau. S'y ajoutent des questions sur un nouveau logiciel mis en œuvre en Allemagne et des recommandations du Parlement européen en la matière. Sur les moyens, la réponse est modeste : deux des treize enquêteurs de la section « protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel » bossent exclusivement sur la pédopornographie - mais les ministres promettent un renforcement de cette section. Le nombre d'affaires varie entre 30 et 44 par année depuis 2014, dont seulement quelques-unes sont le fruit d'une dénonciation étrangère. Quant au logiciel allemand - qui utilise l'intelligence artificielle -, « la police attend les premiers retours d'expérience des pays précurseurs ». Finalement, les ministres assurent que le pays fait « bien entendu usage des outils fournis par Europol et Eurojust », comme le préconise le Parlement européen, et que c'est même par ce moyen que la police a été informée de la grande majorité des affaires de pédopornographie au grand-duché.

online

## Mobilität, Musik und Medienpluralismus

En plus de notre édition hebdomadaire sur papier, nous publions chaque jour des articles sur [woxx.lu](http://woxx.lu). Par exemple :

Neben der Printausgabe publizieren wir regelmäßig neue Artikel auf [woxx.lu](http://woxx.lu), hier einige Highlights dieser Woche:

**Vélos-Initiativ kritisiert Umgestaltung des Boulevard Roosevelt** Die Fahrrad-NGO fürchtet, dass sich die Konflikte zwischen Radfahrer\*innen und Fußgänger\*innen verschärfen - während das Auto auch weiterhin freie Fahrt hat. [woxx.eu/roosevelt](http://woxx.eu/roosevelt)

**Dans les starting-blocks** Début de saison un peu chamboulé pour l'Orchestre philharmonique du Luxembourg ce mardi 17 septembre, avec l'annulation pour raison de santé de la soliste Janine Jansen. Mais sa remplaçante au pied levé, Simone Lamsma, a su aller au-delà de son rôle de doublure et imposer sa propre personnalité. [woxx.eu/simoneamsma](http://woxx.eu/simoneamsma)

**Pluralisme et Alia : RTL pèse bien lourd** Une question parlementaire posée par le député pirate Sven Clement et sa réponse lapidaire par le ministre des Médias révèlent un peu du dessous des cartes dans le monde médiatique - et le poids énorme de RTL. [woxx.eu/alia](http://woxx.eu/alia)